



**AMBASSADE
van
BELGIE**

94.00

01036/00327

Kigali, 13 oktober 1992

16-10-1992

De Heer Johan SWINNEN

Ambassade

KIGALI

De Heer

Ministe

1000 BR

*En 1992
plombification de
génocide + noms
de responsables*

EXEMPLAIRE A TRAITER
EXTRAIT DE LA BEHARDELEN
04.
19

Nr 6321/JS/CA

Klassementsnummer : P/GEO 04

Volgnummer :

2174

Bijlage(n) : 1

Classificatie :

[]

Onderzoek om reactie : ja
 neen

De post heeft kopie gezonden aan :

— met/zonder bijlage(n) —

- S.G.
- D.G.A.
- D.G.B.
- D.G.C.
- D.G.P.
- A.B.O.S.
- Hoofd Kab. B.Z.
- Hoofd Kab. B.H.
- Hoofd Kab. O.S.
- Hoofd Protocol
- Hoofd Juridische Dienst
- Hoofd V.C.B.
- Hoofd Dienst Europa

Onderwerp : Rwanda - Me

VDM.

Kenmerk :

Samenvatting

In bijlage gaat een brief die vijftientig ingezetenen van de Prefektuur Kibuye aan het diplomatiek korps van Kigali richten.

De ondertekenaars beweren dat er een minitieuus voorbereid plan ter uitroeiing van vnl. tutsi-bevolking in werking is. Zij geven 36 namen van betrokkenen op "pour la plupart proches du Président de la République et des partis MRND/CDR" maar geven toe dat er geen onomstootbare bewijzen voorhanden zijn.

De brief stelt de oprichting voor van een speciaal komitee rond de donorlanden om de problematiek van de mensenrechten in Rwanda op de voet te volgen.

Tevens wordt aangedrongen op een internationaal onafhankelijk onderzoek naar de verantwoordelijkheden in de diverse slachtpartijen.

Kopie te zenden aan :

— met/zonder bijlage(n) —

Kigali, le 13 octobre 1992

AMBASSADE
de
BELGIQUE

N° 6321/JS/CA

Numéro de classement : P/GEO 04

Numéro d'ordre : 2174

Annexe(s) : 1

Classification :

Monsieur Johan SWINNEN
Ambassadeur de la Belgique
KIGALI

à

Monsieur Willy CLAES
Ministre des Affaires étrangères
1000 BRUXELLES

oui

Demande de réaction : non

La poste a envoyé copie

A :

- avec/sans annexe(s) -

S.G.

D.G.A.

D.G.B.

D.G.C.

D.G.P.

D.G.C.D.

Chef de cabinet A.E.

Chef de cabinet C.E.

Chef de cabinet C.D.

Chef du Protocole

Chef du Service juridique

Chef V.C.B.

Chef du Service Europe

Objet : Rwanda – droits de l'homme

Référence :

Résumé

En annexe se trouve la lettre que 25 habitants de la préfecture de Kibuye ont adressée au corps diplomatique de Kigali.

Les signataires affirment qu'un plan minutieusement élaboré est en préparation en vue d'exterminer, principalement, la population Tutsi. Ils donnent les noms de 36 personnes impliquées, « pour la plupart proches du Président de la République et des partis MRND/CDR », mais reconnaissent qu'ils ne disposent pas de preuves irréfutables.

La lettre suggère la création d'un comité spécial autour des pays donateurs afin de suivre la problématique des droits de l'homme au Rwanda.

Ils demandent aussi avec insistance une enquête internationale indépendante sur les responsabilités dans les différents massacres.

Copie à envoyer à :

- avec/sans annexe(s) -



01036/00327

Kigali, 13 oktober 1992

Nr 6321/JS/CA

Klassementsnummer : P/GEO 04

Volgnummer :

2174

Bijlage(n) : 1

Classificatie :

De Heer Johan SWINNEN

Ambassadeur van België

KIGALI

aan

De Heer Willy CLAES

Minister van Buitenlandse Zaken

1000 BRUSSELOnderzoek om reactie : ja
neenDe post heeft kopie gezonden
aan :

— met/zonder bijlage(n) —

S.G.

D.G.A.

D.G.B.

D.G.C.

D.G.P.

A.B.O.S.

Hoofd Kab. B.Z.

Hoofd Kab. B.H.

Hoofd Kab. O.S.

Hoofd Protocol

Hoofd Juridische Dienst

Hoofd V.C.B.

Hoofd Dienst Europa

Onderwerp : Rwanda - Mensenrechten

Kenmerk :

Samenvatting

In bijlage gaat een brief die vijftientig ingezetenen van de Prefektuur Kibuye aan het diplomatiek korps van Kigali richten.

De ondertekenaars beweren dat er een minitieus voorbereid plan ter uitroeiing van vnl. tutsi-bevolking in werking is. Zij geven 36 namen van betrokkenen op "pour la plupart proches du Président de la République et des partis MRND/CDR" maar geven toe dat er geen onomstootbare bewijzen voorhanden zijn.

De brief stelt de oprichting voor van een speciaal comité rond de donorlanden om de problematiek van de mensenrechten in Rwanda op de voet te volgen.

Tevens wordt aangedrongen op een internationaal onafhankelijk onderzoek naar de verantwoordelijkheden in de diverse slachtpartijen.

Kopie te zenden aan :

— met/zonder bijlage(n) —

Kigali, le 13 octobre 1992

AMBASSADE
de
BELGIQUE

N° 6321/JS/CA

Numéro de classement : P/GEO 04

Numéro d'ordre : 2174

Annexe(s) : 1

Classification :

Monsieur Johan SWINNEN
Ambassadeur de la Belgique
KIGALI

à

Monsieur Willy CLAES
Ministre des Affaires étrangères
1000 BRUXELLES

oui

Demande de réaction : non
La poste a envoyé copie
A :

- avec/sans annexe(s) -

S.G.

D.G.A.

D.G.B.

D.G.C.

D.G.P.

D.G.C.D.

Chef de cabinet A.E.

Chef de cabinet C.E.

Chef de cabinet C.D.

Chef du Protocole

Chef du Service juridique

Chef V.C.B.

Chef du Service Europe
pas

Objet : Rwanda -- droits de l'homme

Référence :

Résumé

En annexe se trouve la lettre que 25 habitants de la préfecture de Kibuye ont adressée au corps diplomatique de Kigali.

Les signataires affirment qu'un plan minutieusement élaboré est en préparation en vue d'exterminer, principalement, la population Tutsi. Ils donnent les noms de 36 personnes impliquées, « pour la plupart proches du Président de la République et des partis MRND/CDR », mais reconnaissent qu'ils ne disposent

de preuves irréfutables.

La lettre suggère la création d'un comité spécial autour des donateurs afin de suivre la problématique des droits de l'homme au Rwanda.

Ils demandent aussi avec insistance une enquête internationale indépendante sur les responsabilités dans les différents massacres.

Copie à envoyer à :
- avec/sans annexe(s) -

LA POPULATION ANGOISSEE DE KIBUYE LANCE UN MESSAGE AUX CHEFS DE MISSIONS
DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ACCREDITES A KIGALI (RWANDA) RELATIF
AUX MASSACRES ET AUX VIOLATIONS MASSIVES ACTUELLES DES DROITS
DE L'HOMME DANS LE PAYS

Excellence Monseigneur le Nonce Apostolique
Excellences Madame, Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les Chefs de missions diplomatiques,
Consulaires et de Coopération,

Nous nous adressons très respectueusement à vous aujourd'hui pour vous transmettre notre préoccupation extrême et le cri de détresse d'une population rwandaise impuissante, ravagée par les massacres et les violations massives et continues des droits de l'homme dans presque tous les coins du pays.

Après les massacres de Kibilira, des Bahima, des Bagogwe, de Murambi, Nasho, Bugesera et Kibuye, nous apprenons de sources différentes bien placées et dignes de foi qu'il s'agit en réalité d'un programme fermement établi et qu'un Plan imminent et minutieusement préparé d'extermination physique systématique, visant essentiellement la population tutsi, est en voie d'être mis en exécution. L'objectif de ce plan ignoble serait, dans l'esprit du groupe d'extrémistes qui en est le responsable, de radicaliser à l'extrême les clivages ethniques et de couper l'herbe sous les pieds des forces politiques d'opposition dont le message commun est fondamentalement axé sur l'unité nationale et la démocratie dans le cadre d'un véritable Etat de droit.

L'objectif serait aussi compromettre considérablement la réussite des négociations de paix et du programme d'action du Premier Ministre Nsenziyaremye.

Face à l'extrême gravité de la situation telle que décrite dans la récente "Déclaration des Associations Humanitaires Rwandaises sur les violations des Droits de l'Homme ainsi que sur les obstacles actuels à la paix et à la démocratisation du pays", nous faisons un appel pressant à vous personnellement et, à travers vous, aux pays et organismes que vous représentez, pour une intervention rapide et soutenue, au secours des populations civiles angoissées et actuellement prisonnières d'un groupe fanatiques néo-nazis, maîtrisant une grande partie du pouvoir, à sa solde ou protégés par lui.

Excellence Monseigneur
Excellence Madame, Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames,
Messieurs les Chefs de Mission diplomatiques,
Consulaires et de Coopération,

Après les régions déjà citées ci-dessus pour avoir été ravagées par les massacres, la destruction et les pillages dans le Nord, l'Est et Ouest du pays, le Plan d'extermination en question viserait principalement des régions à forte présence tutsi dans le Centre et le Sud du pays à savoir : Kibuye (de façon plus

systématique), Nyaruguru (en préfectures Butare et Gikongoro), Nyanza et Mayaga (en préfectures Butare et Gitarama), Bugesera (2^e phase), et des quartiers spécifiques de la ville même de Kigali comme Nyamirambo/Kivugiza-Mumena. Les signes extérieurs de la préparation de ces opérations sont multiples : implantation systématiques des milices INTERAHAMWE du MRND/CDR dans tout le pays allant jusqu'à 400 éléments par commune, mutation du procureur Nkubito Alphonse connu pour ses interventions en faveur des droits de l'Homme, tentatives avortées de fomenter des troubles à Nyanza et en commune Runyinya, renforcement du rôle de la garde présidentielle dans les fonctions relatives à la "sécurité" dans la ville de Kigali, au détriment de la Gendarmerie jugée timorée et insuffisamment inféodée au Groupe d'Extrémistes en question, réunions secrètes des membres de ce Groupe. La stratégie d'opération serait d'embraser tout le pays en une seule nuit et par surprise. Dans la ville de Kigali, le plan consisterait plus machiavéliquement à attaquer, maison par maison à des intervalles réguliers, des victimes isolées préalablement identifiées, pour brouiller les pistes et faire croire au banditisme. Des actes isolés de ce genre sont déclarés dans presque tous les coins du pays et l'action du Gouvernement actuel est d'une "efficacité" qui suscite maintes interrogations au moment où le pays va à la dérive totale.

Mais qui sont, en définitive les organisateurs et commanditaires de ces plans d'extermination et des opérations y relatives ? Différents témoignages sérieux relayés par la presse locale et étrangère cite des noms de personnalités, pour la plupart proches du Président de la République et des partis MRND/CDR, et en relation avec ce qui est maintenant communément connu sous le nom d'Escadron de la mort. Les noms généralement plus cités, sans preuves irréfutables cependant, sont notamment les suivants:

1. ZIGIRANYIRAZO Protais (beau-frère du Président)
2. Colonel SAGATWA (beau-frère du Président)
3. RWABUKUMBA Séraphin (beau-frère du Président)
4. Colonel NSENGIYUMVA Anatole
5. Colonel BAGOSORA Théoneste
6. Colonel Buregeya Bonaventure
7. Colonel Renzaho Tharcisse (Préfet de la ville de Kigali)
8. Capitaine SIMBIKANGWA Pascal
9. Commandant GACINYA
10. Lieutenant BIZUMUREMYI
11. NGEZE Hassan (Kangura, CDR)
12. NAHIMANA Ferdinand (ex ORINFOR)
13. NAHIMANA Théoneste (MINIFIN)
14. MUSABE Pasteur (BACAR)
15. BUCYANA Martin (Président CDR)
16. BARAYAGWIZA Déo (MINAFFET, CDR)
17. BAGARAGAZA Michel, (OCIR-Thé)
18. UWIRINGIYIMANA Juvénal (Directeur ORTPN)
19. MUNYAZESA Faustin (Ministre de l'Intérieur)
20. GASANA James (Ministre de la Défense)
21. Bourgmestre GATETE Jean-Baptiste (Murambi)
22. Bourgmestre RWAMBUKA (Kanzenze, Bugesera)

23. Bourgmestre KAJELIJELI, (RUHENGERRI)
24. Député NYANDWI Charles (Kigali)
26. KARERA François (Sous-Préfet Kigali)
27. Député MUNYAMPUNDU (Kibuye)
28. Sous-Préfet SEKAGINA (Bugesera)
29. BAGAMBIKI Emmanuel (Cyangugu, Préfet)
30. KAYISHEMA Clément (Préfet, Kibuye)
31. Mme KARWERA Spérancie (Présidence, MRND)
32. Mr. RUHIGIRA Enoch (Kibuye, Chef de Cabinet, Présidence)
33. Mr. KAREMERA Edouard (ancien Secrétaire Général MRND)
34. Mr. MUGESERA Léon (MRND)
35. Colonel RWAGAFIRITA Célestin
36. Mr. BARIYANGA Sylvestre (Préfet de Ruhengeri)

Bien que ces personnalités et individus soient les plus cités de façon persistante par la population et la presse, leur culpabilité reste à établir en toute justice par les services judiciaires compétents ou mieux encore, par une enquête internationale, car l'influence ou les fonctions des organisateurs présumés de ces troubles et massacres méthodiquement organisés, les moyens matériels et logistiques dont ils disposent, le rôle de militaires bien choisis dans l'armée, la gendarmerie ou la garde présidentielle souvent mal camouflé, l'impunité dont les auteurs bénéficient, et les liens étroits du Groupe avec le Chef de l'Etat et son Epouse, font peser sur ces derniers de fortes présomptions quant à leur implication directe dans cette affaire. Raison pour laquelle une Enquête Internationale s'impose pour établir en toute justice l'innocence ou la culpabilité de ces personnalités.

C'est pourquoi, face à cette situation on ne peut plus périlleuse dans laquelle le pays et la population sont tenus actuellement prisonniers, nous recommandons à la Communauté Internationale que vous représentez,

1. de reprendre d'urgence en main la question des droits de l'homme au Rwanda comme ce fut heureusement le cas au début de cette guerre; de créer à cet effet un Comité spécial des bailleurs de fonds pour la question des droits de l'homme au Rwanda, qui travaillerait en relation avec le Gouvernement, les partis politiques, les associations des droits de l'homme et d'autres parties intéressées; ce comité spécial pourrait se réunir au moins une fois les 2 semaines pour faire le point de la situation et faire des propositions aux Gouvernements et aux bailleurs de fonds au vu de la situation;
2. de prendre toutes les initiatives nécessaires pour que le groupe d'extrémistes à l'origine des plans actuels de troubles et d'extermination soit urgemment identifié en toute justice, arrêté et traduit devant les tribunaux; dans ce cadre, de prendre en main la question de l'organisation d'une enquête internationale indépendante, seule capable d'établir la responsabilité du groupe ci-haut évoqué dans les massacres de Kibilira, des Bagogwe, de Murambi, Bugesera et Kibuye notamment.


3. d'aider le Gouvernement de transition actuel à élaborer et à mettre en oeuvre d'urgence un plan d'action spécial pour le rétablissement de la sécurité intérieure et le respect des droits de l'homme;
4. de refuser systématiquement les visas d'entrée dans vos pays respectifs aux personnalités effectivement reconnues impliquées dans l'organisation des massacres, les pillages et la violation des droits de l'homme au Rwanda.

Nous restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires et vous remercions, Excellence Monseigneur, Excellences, Mesdames et Messieurs, pour votre courage et le secours que la population civile rwandaise bénéficie de votre part.

Permettez-nous d'insister cependant sur le fait évident qu'avant tout autre besoin d'aide extérieure, votre assistance en matière de sécurité, de respect des droits de l'homme et de survie d'un peuple est absolument prioritaire.

Kigali, le 18 Septembre 1992

(Pour les victimes des troubles à Kibuye, les soussignés)

Rwasa J. D. 

POUR LES VICTIMES DES TROUBLES DE KIBUYE:

Nom	Secteur	Commune	Préfecture	Signature
1. MULINDABIGWI A.	MUGOZI	RWAMATAMU	KIBUYE	<i>[Signature]</i>
2. NTAGWABIRA S.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
3. NYAMUGURA F.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
4. MBANZABIGWI G.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
5. RUTIKANGA B.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
6. SENYONI C.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
7. MIHIGO L.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
8. NDABIKUNZE D.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
9. BISOMIBWA A.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
10. GUMILIZA N.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
11. KAYITSINGA D.	NYAGAHINGA	"	"	<i>[Signature]</i>
12. KABAHAYA C.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
13. SEMPIGA F.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
14. NYARAMBA D.	RWAMATAMU	"	"	<i>[Signature]</i>
15. RWANKOMATI P.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
16. MUSONI S.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
17. MPORANYI Z.	BUKIMBO	"	"	<i>[Signature]</i>
18. SERUVUMBA A.	NGOMA	GISHYITA	"	<i>[Signature]</i>
19. NYAMIRAMA S.	KIGARAMA	"	"	<i>[Signature]</i>
20. NSABIYEZE N.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
21. SEGIKONDO S.	MARA	"	"	<i>[Signature]</i>
22. SEMIVUMBI F.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
23. GAFARANGA J.	MPEMBE	"	"	<i>[Signature]</i>
24. RUFALI W.	"	"	"	<i>[Signature]</i>
25. RWISHYURA M.	"	"	"	<i>[Signature]</i>

- CC :
- Son Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise
 - Son Excellence Monsieur le Premier Ministre
 - Membres du Gouvernement (Tous)
 - Evêques du Rwanda
 - Procureurs de la République (Tous)
 - Partis politiques agréés au Rwanda
 - Amnesty International
 - Africa Watch
 - Commission des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Genève
 - Comité pour le respect des Droits de l'Homme et la Démocratie au Rwanda.
 - Journal le Monde, La Libre Belgique, New York Times, Revue Dialogue.
 - Les Associations de Défense des Droits de l'Homme au Rwanda